

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IWT (Industrial Water Treatment)

1, rue Buster Keaton
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/509/25-MB/SL
Code AIOT : 0005106026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IWT (Industrial Water Treatment)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les

installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers (déchets provenant de l'extérieur de la plate-forme par camions-citernes) ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;
- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 07/07/2008 ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/12/2023 modifié par arrêté du 06/05/2024 pour la gestion des rejets en PFAS.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Eaux résiduares	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Eaux résiduares	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 4.3.8	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
6	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois
7	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 11/03/2024, article 3	Sans objet
8	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
9	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
10	4. Définition	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	08/01/2020, article L. 181-14	
11	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet
12	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
13	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de la consommation d'eau et des rejets des eaux résiduaires (sortie station d'épuration) et des eaux pluviales est globalement réalisé de façon satisfaisante (respect des fréquences et des paramètres à surveiller).

Toutefois, des retards ainsi que des erreurs d'unité dans l'enregistrement des données dans l'outil GIDAF sont constatés. Il est demandé à l'exploitant de corriger et compléter les données enregistrées dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, des dépassements de la concentration maximale autorisée sur le paramètre nickel dans les eaux résiduaires sont constatés depuis le mois de juin 2025 (concentration maximale mesurée au mois de juin 2025 à 253 µg/l pour une valeur limite fixée à 200 µg/l). L'exploitant a engagé une recherche des causes de ces dépassements. Il lui est demandé de rendre la situation conforme sous un délai maximal de 2 mois.

Des dépassements réguliers de la concentration maximale autorisée sur le paramètre MES dans les eaux pluviales sont également constatés. L'exploitant a identifié la cause de ces dépassements. Une action corrective (curage d'une partie du réseau concerné) doit être mise en œuvre avant la fin de l'année 2025.

Enfin, s'agissant de la gestion des PFAS, un projet d'arrêté préfectoral fixant le flux annuel maximal de PFAS rejetés à 8 kg (dont 4 kg pour les 28 PFAS visés par l'arrêté ministériel du 20/06/2023) est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement.</p> <p>Les résultats sont portés sur un registre.</p> <p>Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un relevé journalier de l'eau pompée dans la rivière Oise. Une partie de cette eau est utilisée pour les besoins en propre de ses installations. Une autre partie est distribuée aux partenaires de la plate-forme.</p> <p>Des relevés mensuels sont réalisés pour établir la consommations des partenaires de la plate-forme. L'exploitant soustrait à sa consommation mensuelle la consommation mensuelle totale des partenaires de la plate-forme. Il établit sa consommation journalière calculée sur une moyenne mensuelle.</p> <p>L'exploitant saisit à fréquence mensuelle dans GIDAF sa consommation moyenne journalière (afin d'établir la comparaison avec la consommation maximale journalière autorisée calculée sur une moyenne mensuelle).</p> <p>Les données ont été enregistrées jusqu'au mois de mars 2025. L'exploitant a indiqué que le départ d'un agent sur le site avait entraîné des retards de saisie des données dans GIDAF. Il s'est engagé à compléter GIDAF dans les meilleurs délais.</p> <p>Non-conformité n° 1 : les données de consommation d'eau ne sont pas saisies dans GIDAF depuis le mois de mars 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter la saisie des données de consommation d'eau dans GIDAF sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2024, article 3				
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites				
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau de l'établissement qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :</p>				
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier ^(*) de prélèvement (m ³ /j)
Rivière Oise	L'Oise	H 0-3102	175 000 m ³	500 m ³ /j
<p>^(*) Calculé sur une moyenne mensuelle</p> <p>Ces quantités ne prennent pas en compte l'eau distribuée par la société IWT aux autres sociétés présentes sur la plate-forme et hors plate-forme.</p>				
Constats : <p>Pour l'année 2024, la consommation annuelle était de 128 331 m³ (pour une consommation maximale autorisée de 175 000 m³).</p> <p>Pour 2025, l'exploitant a présenté un tableau de suivi des consommations jusqu'au mois d'octobre (comme indiqué au point de contrôle n° 1, seules les consommations de janvier à mars étaient saisies dans GIDAF au jour de la visite).</p> <p>Il ressort des éléments présentés que la consommation moyenne journalière au mois de février était non conforme (544 m³ pour une consommation maximale de 500 m³). L'exploitant a indiqué que cette consommation élevée était due à une augmentation ponctuelle des lavages du filtre à sable liée à une eau de l'Oise fortement chargée.</p> <p>Aucune autre non-conformité n'a été relevée.</p>				

L'exploitant a établi une projection de la consommation annuelle en 2025 à 163 500 m³ (sur la base de la consommation réelle au 31 octobre en ajoutant pour les mois de novembre et décembre le maximum des consommations des mois correspondants de 2023 et 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

- Débit : continue
- pH, MES, DCO, azote global : journalière
- DBO5, indice phénol : hebdomadaire
- Hydrocarbures, Cu, Ni, Zn, AOX, fluorures, phosphore : mensuelle

Constats :

Les fréquences d'autosurveillance des eaux résiduaires prescrites sont respectées.

Les résultats sont enregistrés mensuellement dans GIDAF. Toutefois, les résultats du mois de septembre n'étaient pas saisis au jour de la visite.

Non-conformité n° 2 : les résultats d'autosurveillance des eaux résiduaires du mois de septembre 2025 ne sont pas saisis dans GIDAF.

De plus, à partir du mois d'avril 2025, une erreur d'unité est constatée dans la saisie des données de certains paramètres (AOX, Zn, Ni et Cu - résultats enregistrés en mg/l alors que l'unité mentionnée dans GIDAF est µg/l).

Non-conformité n° 3 : à partir du mois d'avril 2025, la saisie dans GIDAF des résultats d'autosurveillance des paramètres AOX, Zn, Ni et Cu est incorrecte (erreur d'unité).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de saisir dans GIDAF les résultats d'autosurveillance des eaux résiduaires du mois de septembre 2025.

Il est demandé l'exploitant de corriger les résultats d'autosurveillance saisis dans GIDAF à partir

du mois d'avril 2025 pour les paramètres AOX, Zn, Ni et Cu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Voir tableau</p> <p>Pour les paramètres objet d'une surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation des résultats d'autosurveillance des eaux résiduaires de l'année 2025 (saisies GIDAF complétées par le tableau de suivi de l'exploitant pour les mois de septembre et octobre) permet de constater les non-conformités suivantes :</p> <p>- Janvier :</p> <p>Des dépassements de la concentration autorisée sur les paramètres MES (5), DCO (10) et DBO5 (1) sans dépassement des flux autorisés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des dysfonctionnement de la station d'épuration ont conduit à réaliser un réensemencement à partir de boues en provenance de la station d'épuration urbaine de la commune de Montataire.</p> <p>Cette action a permis de revenir à une situation de conformité.</p> <p>- Mai :</p> <p>3 dépassements de la concentration autorisée sur le paramètre MES sans dépassement du flux autorisé.</p> <p>La cause de ces dépassements n'a pas été établie. Aucun autre dépassement n'a depuis été constaté sur ce paramètre.</p> <p>- Paramètre Nickel :</p> <p>Comme indiqué dans le rapport d'inspection du 30/01/2023 (référéncé IC-R/0031/23-SD/SL), l'arrêté ministériel du 02/02/1998, mis à jour par l'arrêté du 24/08/2017 est applicable aux installations de la société IWT. Il fixe pour les paramètres nickel et zinc des valeurs limites de concentration (respectivement 0,2 mg/l = 200 µg/l et 0,8 mg/l) inférieures à celles imposées dans l'arrêté préfectoral du 07/07/2008 (respectivement 0,4 mg/l et 2 mg/l).</p>

Pour le paramètre nickel, les concentrations mesurées sont non conformes depuis le mois de juin 2025 (253 µg/l en juin, 242 µg/l en juillet et 229 µg/l en août).

Non-conformité n° 4 : des dépassements de la concentration maximale autorisée pour le paramètre nickel sont constatés depuis le mois de juin 2025.

L'exploitant a indiqué que des recherches de l'origine de ces non-conformités sont en cours. La piste des effluents extérieurs (procédé Aquabio) d'un client est envisagée.

Le cadre de surveillance de l'application GIDAF va être mis à jour avec les valeurs limites de concentration des paramètres nickel et zinc par l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre toute disposition permettant de rendre conformes les rejets en nickel et d'en rendre compte à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en oeuvre :

- Débit, COT : continue
- pH : journalière
- MES : hebdomadaire
- Hydrocarbures : mensuelle

Constats :

Les fréquences d'autosurveillance des eaux pluviales prescrites sont respectées.

Les résultats sont enregistrés mensuellement dans GIDAF. Toutefois, les résultats du mois de septembre n'étaient pas saisis au jour de la visite.

Non-conformité n° 5 : les résultats d'autosurveillance des eaux pluviales du mois de septembre

2025 ne sont pas saisis dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de saisir dans GIDAF les résultats d'autosurveillance des eaux pluviales du mois de septembre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter pour les rejets n° 2 et 3 les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 - MES < 35 mg/l - Hydrocarbures < 5mg/l - DCO < 60 mg/l - COT < 20 mg/l De plus, un dispositif de contrôle permanent du pH et du carbone organique total (COT) est mis en place au niveau des réseaux d'eaux pluviales Sud et Nord de la plate-forme chimique avant rejet desdites eaux pluviales à la rivière Oise. Ce dispositif est relié à au moins un seuil pour les paramètres COT et pH, lesquels entraînent automatiquement la dérivation des eaux pluviales vers le bassin de confinement de 3 000 m3 de la plate-forme. L'acquittement des alarmes ainsi que le retour du rejet des eaux pluviales vers la rivière Oise ne peuvent être effectués qu'après vérification in situ par une personne qualifiée. Une procédure encadre des opérations.
Constats : La consultation des résultats d'autosurveillance des eaux pluviales de l'année 2025 (saisies GIDAF complétées par le tableau de suivi de l'exploitant pour les mois de septembre et octobre) permet de constater des non-conformités fréquentes de la concentration maximale autorisée en MES. Le nombre et l'importance de ces dépassements a augmenté à partir du mois de juin : <ul style="list-style-type: none"> - juin : 7 dépassements ; - juillet : 14 dépassements dont 2 supérieurs au double de la concentration limite (maximum mesuré à 111,2 mg/l pour une VLE à 35 mg/l) ; - août : 6 dépassements dont 3 supérieurs au double de la concentration limite (maximum mesuré à 124,6 mg/l pour une VLE à 35 mg/l) ; - septembre : 6 dépassements ; - octobre : 6 dépassements.

Non-conformité n° 6 : des dépassements de la concentration maximale autorisée pour le paramètre MES sont régulièrement constatés dans le rejet d'eaux pluviales.

Le réseau d'eaux pluviales est équipé d'un turbidimètre (en complément du pHmètre et du COTmètre imposés par l'arrêté préfectoral du 07/07/2008) qui permet la dérivation des eaux pluviales vers le bassin de confinement de la plate-forme en cas de dépassement d'un seuil de turbidité prédéfini par l'exploitant.

Toutefois, cet équipement s'avérant inefficace depuis plusieurs mois, l'exploitant a identifié la cause de ces non-conformités dans la partie de réseau entre le turbidimètre et le point de rejet (et donc de mesure) des eaux pluviales. En effet, des travaux réalisés dans cette zone ont a priori provoqué la présence de matière en suspension.

L'exploitant a indiqué que le curage de cette partie de réseau avait été chiffré et que cette opération serait réalisée avant la fin de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre toute disposition pour respecter la concentration maximale imposée en MES sur le rejet d'eaux pluviales.
En particulier, le curage de la partie de réseau entre le turbidimètre et le point de rejet doit être réalisé avant la fin de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

La société IWT est en charge de la station d'épuration collective de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul où était présent un des cinq sites en France producteurs de PFAS (société Chemours dont les activités ont été mises à l'arrêt au mois de juillet 2025). Dans ce contexte, ses activités sont encadrées par des prescriptions spécifiques (arrêté préfectoral complémentaire - APC- du 07/12/2023 modifié par APC du 06/05/2024) relatives aux PFAS dont la réalisation

d'analyses fréquentes de PFAS.

L'exploitant réalise ainsi des analyses mensuelles de recherche de PFAS en sortie de station d'épuration avant rejet dans la rivière Oise (voir la liste des PFAS mesurés dans le point de contrôle n° 9).

Le point de rejets est équipé d'un préleveur automatique asservi au débit. Les échantillons sont ainsi constitués en continu. Ces derniers sont reconstitués proportionnellement au débit pour former un échantillon mensuel qui est analysé.

Les résultats étant transmis mensuellement par courriel à l'inspection des installations classées dans le cadre de l'APC du 07/12/2023, ils n'étaient pas saisis dans GIDAF. Le rattrapage de la saisie dans GIDAF des résultats mesurés depuis 2023 a été réalisé par l'exploitant au mois d'octobre 2025.

Toutefois, au jour de l'inspection, les résultats du mois de septembre n'étaient pas saisis (voir la non-conformité n° 2).

De plus, bien que le rapport du laboratoire soit enregistré dans GIDAF, les données saisies portent uniquement sur 24 PFAS. En effet, l'exploitant a indiqué qu'il pensait ne pas pouvoir modifier le cadre de surveillance enregistré dans GIDAF suite aux analyses réalisées en 2023 dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Non-conformité n° 7 : l'exploitant ne saisit pas dans GIDAF la totalité des résultats de PFAS recherchés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter ses déclarations dans GIDAF par la totalité des PFAS recherchés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les

<p>eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la totalité des analyses mensuelles réalisées depuis le mois de juillet 2023, les résultats présentent des concentration en PFOS inférieures à $25 \mu\text{g/l}$.</p> <p>La concentration maximale mesurée en sortie de station d'épuration est de $0,129 \mu\text{g/l}$ (mesurée en juillet 2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : 3. Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 06/05/2024 fixe la liste des PFAS à rechercher (54 PFAS).</p> <p>Cette liste a été établie comme suit (voir le détail dans le rapport de l'inspection des installations classées du 13/01/2025 référencé IC-R/0530/24-SD/SL) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des PFAS proposés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS ; • les connaissances des partenaires chimistes présents sur la plate-forme de Villers-Saint-Paul ; • les producteurs des déchets liquides externes à la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul entrants dans la station d'épuration collective de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul. <p>En accord avec l'inspection des installations classées, la liste des PFAS a été réduite à 45 PFAS depuis le mois de juin 2025. L'analyse des PFAS pour lesquelles la concentration était systématiquement inférieure à la limite de quantification n'a pas été maintenue.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2023, la surveillance renforcée des émissions de PFAS mise en œuvre sur la plate-forme chimique, notamment encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/12/2023, a permis de constater que, en complément des rejets de la société Chemours, les apports principaux en PFAS étaient liés aux effluents tiers (effluents venant par camions citernes depuis l'extérieur de la plate-forme - procédé dit Aquabio) et aux eaux pluviales détournées vers la station d'épuration en cas de non-conformité constatée (analyse en continu de la conductivité, des MES et de la turbidité).</p> <p>Il avait donc été demandé à la société IWT de proposer une solution de traitement des PFAS associée à un flux annuel maximal de PFAS rejeté par la station d'épuration.</p> <p>Par courrier du 25/10/2024, la société avait proposé la mise en place d'un traitement par charbons actifs en sortie de la station d'épuration permettant d'atteindre le flux annuel de 4 kg sur les 54 PFAS mesurés.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral intégrant ces dispositions avait été proposé à l'exploitant pour contradictoire dès le mois de décembre 2024 (voir le rapport de l'inspection des installations classées du 05/12/2024 référencé IC-R/0530/24-SD/SL).</p> <p>Par courrier du 14/03/2025, la société a demandé de mettre en suspens la signature de l'arrêté préfectoral sur la base des arguments suivants :</p>

- la mise en place d'un traitement par charbon actif induit un surcoût à répercuter aux clients du procédé Aquabio. Certains d'entre eux, informés de ce surcoût à venir, seraient déjà partis vers d'autres exutoires ;
- la cessation d'activité de la société Chemours, annoncée en janvier 2025 et effective depuis le mois de juillet 2025, conduit à un partage des coûts fixes aux seuls deux derniers chimistes restant sur la plate-forme (Arkema et Dow), ce que la perte de clients rendrait plus difficile encore à supporter.

Une nouvelle proposition a été formulée par la société IWT par courrier du 25/06/2025 :

- un flux maximal de 4 kg/an en sortie de station d'épuration sur la base des 28 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation (dont les 20 PFAS réglementés pour la gestion de l'eau potable) ;
- un flux maximal de 8 kg/an en sortie de station d'épuration sur la base des 45 PFAS mesurés depuis le mois de juin 2025 (voir le point de contrôle n° 9).

Ces valeurs maximales ne seraient pas respectées par la mise en place d'un traitement par charbons actifs mais par une gestion optimisée des effluents entrants.

A l'appui de cette proposition, l'exploitant a fourni une évaluation des risques sanitaires (ERS) intégrant les nouvelles VTR sur quelques PFAS fixées par l'ANSES et une évaluation de l'impact des rejets sur la qualité du milieu via la norme de qualité environnementale (NQE) fixée pour les PFAS par la directive cadre sur l'eau (rapport COELYS référencé R-25-09-009 - Rév.1).

Dans la mesure où 17 kg de PFAS ont été rejetés par la station d'épuration en 2024, la proposition de la société IWT correspond à une réduction significative des émissions.

Il est donc proposé de répondre favorablement à la société IWT.

Un projet de prescriptions en ce sens est ainsi proposé en annexe du présent rapport. En complément des dispositions précédentes, ce projet prescrit une étude technico-économique de réduction des rejets de PFAS ainsi qu'une étude sur la gestion des eaux pluviales de la plate-forme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et

<p>l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'origine des PFAS rejetés a été identifiée dans le cadre de la surveillance renforcée des émissions de PFAS mise en œuvre sur la plate-forme chimique, notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/12/2023 (voir le point de contrôle n° 10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : 6. Mesures de suppression/réduction

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<p>Constats :</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral fixant un flux annuel maximal de PFAS rejetés et une étude technico économique pour continuer la réduction est proposé en annexe au présent rapport (voir le point de contrôle n° 10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : 7. Mesures de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de surveillance des PFAS par la société IWT sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/12/2023 modifié par arrêté du 06/05/2024.</p>

